

# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 11ème législature

politique à l'égard des handicapés Question écrite n° 33637

#### Texte de la question

Mme Catherine Génisson appelle l'attention de Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité sur la prise en charge médico-sociale des traumatisés crâniens dans notre pays. Elle lui demande notamment de lui confirmer, au titre des mesures nouvelles pour le budget 2000, l'inscription de 50 MF de crédits visant à poursuivre le rattrapage engagé en terme d'équipements de structures d'accueil médico-sociales. De la même manière, la réservation de 350 places de MAS et 500 places de CAT peut-elle être envisagée dans le cadre du plan d'équipement contribuant aussi à faire face au flux annuel de traumatisés crâniens. Par ailleurs, elle souhaite connaître la position du Gouvernement au regard de la prise en charge sanitaire des personnes en état végétatif persistant. Enfin, d'un point de vue organisationnel, elle s'interroge sur la possibilité de structurer en section spécialisée les services et centres de rééducation fonctionnelle afin d'améliorer la spécificité de la rééducation des fonctions supérieures des cérébro-lésés, cette mesure induisant le renforcement de ces services en spécialistes.

#### Texte de la réponse

L'amélioration de la prise en charge des personnes atteintes d'un traumatisme crânien constitue l'une des priorités du Gouvernement dans le cadre de sa politique en faveur des personnes handicapées. La circulaire du 4 juillet 1996 a organisé la mise en place de dispositifs régionaux pluriannuels visant à améliorer la prise en charge médico-sociale et la réinsertion professionnelle de cette catégorie de personnes handicapées. En 1996 et 1998, deux appels d'offres de 50 millions de francs chacun de crédits de l'assurance maladie ont été organisés et ont permis de financier plus de 900 places en institutions médico-sociales adaptées aux besoins des traumatisés crâniens, incluant 50 places de CAT. Ces places se répartissent en trois grandes catégories : 336 places correspondant à 20 unités expérimentales d'évaluation, de réentraînement et d'orientations sociales et professionnelles (UEROS), lesquelles constituent des pôles techniques se situant à la charnière du sanitaire et du social ; 123 places correspondant à une dizaine d'équipes mobiles permettant d'assurer des actions de soutien à domicile et d'insertion sociale en mileu ordinaire ; 410 places de structures médico-sociales spécifiquement adaptées aux traumatisés crâniens les plus handicapés dans leur vie quotidienne ; 2 IME (25 places), 20 FDT (332 places), 4 MAS (52 places). Les efforts entrepris sont poursuivis au cours des exercices ultérieurs, tant pour ce qui concerne le volet sanitaire que pour le volet médico-social des prises en charge. S'agissant des aspects sanitaires de la politique conduite pour les traumatisés crâniens, les schémas régionaux de soins de suite de réadaptation, actuellement en cours d'élaboration, pourront prévoir des centres ou unités de rééducation fonctionnelle spécifiquement dédiés à la réactivation précoce des fonctions mentales supérieures de ces catégories de personnes. Par ailleurs, s'agissant des personnes présentant un état végétatif chronique, une réforme de fond des soins de longue durée est en préparation : elle vise à redéfinir ces soins par voie législative. C'est dans ce nouveau cadre que les personnes en situation d'état végétatif persistant pourront faire l'objet d'une prise en charge correspondant à leurs besoins, sous la forme de petites unités réparties sur le territoire. Concernant, en aval des soins, les aspects médico-sociaux du traumatisme crânien, les efforts financiers consentis en 1996 et 1998 seront poursuivis en l'an 2000.

Version web: https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/11/questions/QANR5L11QE33637

#### Données clés

Auteur : Mme Catherine Génisson

Circonscription: Pas-de-Calais (2e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 33637

Rubrique: Handicapés

Ministère interrogé : emploi et solidarité Ministère attributaire : emploi et solidarité

### Date(s) clée(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 11 octobre 1999

**Question publiée le :** 2 août 1999, page 4653 **Réponse publiée le :** 18 octobre 1999, page 6057